

Institut

Corinne Mence-Caster  
Présidente  
Université des Antilles et de la Guyane  
Fouillole  
BP 250  
97157 Pointe-à-Pitre

N°réf. : AT/GW/n°17  
Dossier suivi par Anne Thevenet

☎ : +49(0)7851/7407-28  
E-mail: thevenet@euroinstitut.org

Keht, le 10.07.2014

Pièces jointes : Contrat et RIB

**Objet : Projet PAT-TEIN DE/12/LLP-LdV/TOI 147518**

Madame la Présidente,

Je vous écris aujourd'hui par rapport à notre partenariat dans le cadre du projet cité en objet cofinancé par le programme européen LEONARDO transfert d'innovation et à la suite de notre courrier du 28.05.2014 adressé à Monsieur le Prof. Fred Célimène dont vous étiez destinataire en copie.

Nous avons adressé ce courrier à Monsieur le Prof. Fred Célimène, car au-delà d'être notre interlocuteur sur le projet sus-mentionné, il était aussi le signataire -au titre de Vice-Président de l'UAG en 2012- du contrat qui nous lie. Nous n'avons nullement été informés d'un changement au niveau du représentant légal de votre structure -ce qui constitue l'une des obligations de chaque partenaire du projet- ce qui explique que nous nous soyons adressés à lui et que nous vous ayons adressé une copie du courrier.

En effet, notre courrier recommandé sollicitait une réaction de la part du représentant légal de l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG), par rapport à notre décision d'exclure le CEREGMIA - UAG de notre projet PAT-TEIN. Sans réponse de votre part depuis plus d'un mois et conformément à l'article 12.1 de notre contrat que vous trouverez à nouveau en pièce jointe, nous sommes aujourd'hui dans notre plein droit en mettant un terme à notre contrat.

Par ailleurs, selon les articles 10.1 et 12.2 du contrat, le CEREGMIA - UAG était dans l'obligation de nous informer de tout élément qui remettait en cause la bonne exécution du contrat. Or à ce jour, l'UAG ne nous a aucunement informé de l'ouverture, le 7 avril 2014, d'une information judiciaire pour « détournement de fonds publics » et « escroquerie aux subventions en bande organisée » contre le CEREGMIA et des implications que cela avait pour le projet PAT-TEIN, or cela pouvait déjà mettre en péril la poursuite des travaux que l'UAG s'était engagée à réaliser au titre de l'article 4.1 du contrat.

D'ailleurs, nous soulignons ici que lors des deux dernières réunions du consortium en novembre 2013 et avril 2014 il n'a pas été possible de constater une avancée des travaux en

pleine conformité avec les engagements pris au titre de l'article 4.1 mais au contraire des retards accumulés par le CEREGMIA.

Plus surprenant encore, c'est par la presse que nous avons été informés de la suspension du Professeur Fred Célimène le 26 mai 2014 et non par l'UAG – CEREGMIA. Or il s'agit d'une information capitale pour la poursuite des travaux puisque Monsieur le Prof. Fred Célimène est la seule personne à émarger sur ce projet. Depuis cette suspension, nous n'avons été nullement avertis de son éventuel remplacement ou de la possibilité qu'il y avait pour le CEREGMIA de poursuivre ses travaux dans le cadre du projet PAT-TEIN. Aujourd'hui, nous devons malheureusement constater que depuis cette date toute communication a cassé et les travaux n'ont pas avancé.

Au regard de l'article 3.1 et des obligations qui sont les nôtres, nous nous voyons contraints de réitérer notre demande. Nous espérons que vous respecterez votre engagement et notamment les termes de l'article 11.1 qui engage la responsabilité de votre institution.

Je vous prie donc d'effectuer sans délai un virement d'un montant de 12.655,33 € sur le compte dont vous trouverez le RIB ci-joint. Ce montant correspond à la somme que vous avez déjà reçue dans le cadre du projet (22.617 € - cf. contrat) minorée de ce que vous avez déjà pu justifier (à 75 % puisque le programme ne finance qu'à cette hauteur – 9.961,67 €).

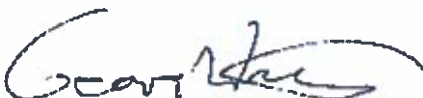
En effet, après discussion avec l'Agence Nationale, et comme mentionné dans notre précédent courrier, il semblerait que -sous réserve de l'éligibilité des dépenses et de la preuve des résultats- les sommes engagées jusqu'au 28.05.2014 puissent être prises en charge (soit les 9.961,67 €) par le programme. L'Euro-Institut se réserve toutefois la possibilité de vous demander de lui reverser cette somme (cf. article 11.1 du contrat) si à l'issue du rapport final du projet les justifications apportées n'étaient pas validées par l'Agence Nationale.

A ce titre, je vous demanderai de me faire parvenir toute preuve de vos travaux. Par ailleurs, si vous avez d'autres dépenses justifiables que celles qui me sont connues aujourd'hui n'hésitez pas à revenir le plus rapidement possible vers moi. Sachez que nous avons reçu les justificatifs des déplacements de votre « personne ressources » Robert Botteghi pour les réunions 4 et 5 du projet : il faudrait que vous puissiez les valider si vous souhaitez que nous les prenions en compte.

Si nous n'avons pas reçu les justificatifs et le virement susmentionné d'ici le 15 septembre 2014, nous nous verrons dans l'obligation de saisir la justice allemande, comme prévu à l'article 13 de notre contrat.

Je me tiens à votre entière disposition pour toute question complémentaire.

Je vous prie de recevoir, Madame la Présidente, l'expression de mes sincères salutations.



Georg Walter  
Directeur de l'Euro-Institut



**LIFELONG LEARNING PROGRAMME<sup>1</sup>**  
**TRANSFER OF INNOVATION, MULTILATERAL PROJECTS, LEONARDO DA VINCI**

**PAT-TEIN (Professionalization actors of transfrontier cooperation) – Adaption of selected tools within the TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network)**

**AGREEMENT n° DE/12/LLP-LdV/TOI 147518**

*A contract between the Contractor and each Partner has to be signed before the beginning of the activities of the partnership as described in this contract; it shall be annexed to the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI 147518*

This contract, drawn up under the Community programme LEONARDO DA VINCI (Council Decision 1999/382/EC of 26/4/99, OJ L148/EC of 11/06/1999), shall govern relations between:

*The Euro-Institut, Institut für grenzüberschreitende Zusammenarbeit  
Rehlfusplatz 11; 77964 Kehl; Germany  
Hereafter named "the Contractor",  
represented by Josha Frey, President*

on the one hand

and

*Université des Antilles et de la Guyane UAG (CEREGMIA) -  
Euro Institut Caraïbéen (E.I.C.)  
Campus de Schoelcher; BP 7209; 97275 SCHOELCHER- CEDEX  
Hereafter named "the Partner",  
represented by Fred Collimène, Vice-Président*

on the other hand,

Which have agreed as follows:

<sup>1</sup> Decision N°1720/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 15/11/2006 establishing an action programme in the field of lifelong learning, published in the Official Journal of the EU N°L327/45 on 24/11/2006.

## **Article 1/Subject**

1. Having regard to the provisions of Council Directive 1999/382/EC of 26 April 1999 establishing the second phase of the Community vocational training action programme "Leonardo da Vinci", the Contractor and the Partner commit themselves to carrying out the work programme covered by this contract.

This work programme comes under the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 concluded between the Contractor and the National Agency.

2. The total cost of the project for the contractual period referred to by the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184, all financing combined, is estimated at 384.622,56 EUR (including all taxes and duties).
3. The maximum Leonardo da Vinci contribution to cover expenditure incurred by the members of the Partnership participating in the programme shall be 288.466,95 EUR.
4. The final financial contribution shall depend on the evaluation of the quality of the results of the project n° DE/12/LLP-LdV/TOI 147518 pursuant to the rules laid down at Community level, particularly in the Project Handbook, but shall, under no circumstances, give rise to a profit.
5. This contract shall regulate relations between the parties, and their respective rights and obligations with regard to their participation in the project n° DE/12/LLP-LdV/TOI 147518 under the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 passed between the National Agency and the Contractor.
6. The subject matter of this contract and the related work programme are detailed in the annexes, which form an integral part of this contract and that each party declares to have read and approved.

## **Article 2/Duration**

1. The project referred to in Article 1 has a duration of 24 months. It starts 1.10.2012 and ends 30.09.2014.
2. This contract enters into force on the date of signature by the last of both participating parties to the contract and terminates five years after the payment of the last part of the grant it means 26.02.2020 at the latest.
3. The period of eligibility of the costs starts on 1.10.2012 and finishes on 30.09.2014.

## **Article 3/Obligations of the Contractor**

The Contractor has to:

1. take all the steps necessary to prepare for, perform and correctly manage the work programme set out in this contract and in its annexes, in accordance with the

objectives of the project as set out in the Agreement concluded between the National Agency and the Contractor;

2. send to the Partner a copy of the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 and its annexes (II. Allgemeine Bedingungen, Application form project n° DE/12/LLP-LdV/TOI 147518, Project handbook, FAQ, Partner's list, Eligible Budget) concluded with the National Agency, as well as the Experts Feedback and any other official document concerning the project;
3. notify and provide the Partner with any amendment made to the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 concluded with the National Agency;
4. define in conjunction with the Partner the role and rights and obligations of the two parties, including those concerning the attribution of the Intellectual property rights;
5. comply with all the provisions of Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 binding the Contractor to the National Agency.

#### **Article 4/Obligations of the Partner**

The Partner has to:

1. take all the steps necessary to prepare for, perform and correctly manage the work programme set out in this contract and in its annexes, in accordance with the objectives of the project as set out in the Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 concluded between the National Agency and the Contractor;

This covers among others (C.2.4. – Project application):

*Euro Institut Caribbean will participate in all the collective meetings and activities outlined (WP2, WP4, WP6, WP7, WP10, WP13, WP17, WP20). Euro Institut Caribbean will lead a team to amend and test the tool for application in the Caribbean region (WP3, WP5, WP9, WP11, WP12, WP14, WP15) and develop related case studies (WP8).*

2. comply with all the provisions of Agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 binding the Contractor to the National Agency;
3. communicate in due time to the Contractor any information, or document required by the latter that is necessary for the management of the project;
4. fill in the templates delivered by the Contractor (Timesheets, Staff Costs Sheets, Financial sheet, etc.)
5. accept responsibility for all information communicated to the Contractor, including details of costs claimed and, where appropriate, ineligible expenses;
6. define in conjunction with the Contractor the role and rights and obligations of the two parties, including those concerning the attribution of the intellectual property rights.

### **Article 5/Financing**

1. The total expenditure to be committed by the Partner for the period covered by this contract is estimated at **75.390 EUR** (including all taxes and duties).
2. The Leonardo da Vinci contribution for the Partner shall be a maximum amount of **56.542,50 EUR**.

### **Article 6/Co-financing**

The Partner's financial contribution to the project amounts to **18.847,50 EUR**.

### **Article 7/Payments**

1. The Contractor commits himself to carrying out payments relating to the subject matter of this contract to the Partner according to the achievement of the tasks, respect of financial rules and partner's obligations mentioned in art.4 of this contract and according to the following schedule:

1st payment estimation:

40% of the total of the Leonardo da Vinci maximal contribution for the Partner  
**22.617 EUR**

2nd payment estimation:

40% of the total of the Leonardo da Vinci maximal contribution for the Partner  
**22.617 EUR**

Final payment estimation:

20% of the total of the Leonardo da Vinci maximal contribution for the Partner  
**11.308,50 EUR**

2. All payments shall be regarded as advances pending explicit approval by the **National Agency** of the mid-term and the final report, the corresponding cost statement and the quality of the results of the project.
3. Any revenue generated by the project and received by the Partner shall be declared in the financial statement and shall limit the Leonardo da Vinci financial contribution to the amount required to balance revenue and expenditure. Any revenue shall be declared and communicated to the Contractor.
4. The final payment as mentioned in Article 7.1 can be adapted to take into account the revenues generated by the project and shall constitute the payment of the amount necessary to balance revenue and expenditure.



## Article 8/Bank account

TYPE D'ENTITE BANCAIRE		CADRE RESERVE AU DESTINATAIRE		TITULAIRE DU COMPTE	
				UNIVERSITE ANTILLES GUY AGENT COMPTABLE 1AQ BP 280 97197 POINTE-A-PITRE CEDEX	
ADRESSE BANCAIRE DU TITULAIRE DU COMPTE					
DOMINATION	CODE PAYS	CODE VILLE	NUMERO DE COMPTE	CLÉ RIB	
TPBASSETERRE	10071	97100	00001008912	51	

LE 02/08/2013

## Article 9/Reports

1. The Partner shall provide the Contractor with any Information and document required for the preparation of the Interim report and, where appropriate, with copies of all the necessary supporting documents completed and if needed signed by the legal representative by 30.09.2013 at the latest.
2. The Partner shall provide the Contractor with any information and document required for the preparation of the final report and, where appropriate, with copies of all the necessary supporting documents completed and if needed signed by the legal representative by 30.09.2014 at the latest.
3. Notice that amendment request are possible till 31.08.2014, therefore the Partner should inform the Contractor by 15.08.2014 at the latest about any last need of modification.

## Article 10/ Monitoring and supervision

1. The Partner shall provide without delay the Contractor with any information that the latter may request from him concerning the carrying out of the work programme covered by this contract.
2. The Partner shall make available to the Contractor any document making it possible to check that the aforementioned work programme is being or has been carried out.
3. The obligations described in the agreement n° DE/12/LLP-LdV/TOI/14518 2012-1-DE12-LEO05-11184 apply mutatis mutandis to the Contractor and Partner.

## Article 11/ Liability

1. The Partner is liable to the Contractor (Euro-Institute) with no restriction in case of deliberate intention, negligence or other violation of a substantial essential contract duty that will result in reduction of the project budget, involving a repayment obligation.
2. Each contracting party shall release the other from any civil liability in respect of damages resulting from the performance of this Agreement, suffered by itself or by its

personnel, to the extent that these damages are not due to the serious or intentional negligence of the other party or its personnel.

3. The Partner shall protect the National Agency, the Contractor and their personnel against any action for damages suffered by third parties, including project personnel, as a result of the performance of this contract, to the extent that these damages are not due to the serious or intentional negligence of the National Agency, the Contractor or their personnel.

#### **Article 12/Termination of the contract**

1. The Contractor may terminate the contract if the Partner has inadequately discharged or failed to discharge any of the contractual obligations, insofar as this is not due to *force majeure*, after notification of the Partner by registered letter has remained without effect for one month. The partner is liable in the sense of art 11.1.
2. The Partner shall immediately notify the Contractor, supplying all relevant information, of any event likely to prejudice the performance of this contract.

#### **Article 13/ Jurisdiction clause**

1. Failing amicable settlement, the Court of Kehl shall have sole competence to rule on any dispute between the contracting parties in respect of this contract.
2. The law applicable to this contract shall be the law of Germany.

#### **Article 14/ Amendments or additions to the contract**

Amendments to this contract shall be made only by a supplementary Agreement signed on behalf of each of the parties by the signatories to this contract.

#### **Annexes**

- a) Contract between the National Agency and the Euro-Institut with its annex
  - a. Project application
  - b. Eligible Budget
  - c. Partner's list
  - d. FAQ
  - e. Project Handbook
- b) Financial budget of the consortium



Done at Schoelcher

, in two copies.

Date: 12 / 11 / 2012

For the Contractor,

For the Partner,

The legal representative

The legal representative

Joshua Frey, President

Fred Célimène, Vice-Président



UNIVERSITÉ DES ANTILLES  
ET DE LA GUYANE  
B.P. 7200 - 97276 SCHOELCHER CEDEX  
Tél. 0596.72.74.00 / 0596.72.74.01 / 0596.72.74.02  
Fax 0596.72.74.03



Pointe-à-Pitre, le 09 novembre 2012

### Présidence

Dossier suivi par :

Dina SAINT-AURET

☎ +0590 48 31 89

☎ +0590 91 07 49

✉ [dina.saint-auret@univ-ag.fr](mailto:dina.saint-auret@univ-ag.fr)

Le Président de l'Université des Antilles  
et de la Guyane

A

### **La communauté Universitaire**

Nos réf. :

UAG-PRES/PS /DSA/N°2012- **1445**

En ce jour qui signe l'achèvement de ma mandature, je tenais à vous adresser quelques mots. Quatre années de responsabilités, dans un contexte de mutations profondes de l'environnement universitaire, constituent une charge lourde. Toutefois, cette charge a pu être allégée par les femmes et les hommes avec lesquels j'ai été amené à travailler pour faire avancer cette université. Je les en remercie donc sincèrement.

Il n'est pas toujours évident, dans une université implantée sur trois pays différents, de mettre à l'unisson les voix. Il est encore plus difficile de permettre à chaque membre de la communauté universitaire de participer pleinement à la vie de l'université, à ses défis et à ses enjeux. En effet, le resserrement des effectifs du conseil d'administration depuis la LRU a concentré l'essence même du pouvoir décisionnel entre les mains d'un petit nombre, rendant encore plus ardues la diffusion de l'information et sa fiabilité.

Il nous appartient donc désormais, tous ensemble, de résoudre cette difficulté majeure en multipliant les espaces de concertation et de dialogue, au sein des pôles de l'université, mais aussi entre les pôles, afin que la fracture pressentie ne s'accroisse pas et que l'Université des Antilles et de la Guyane conserve sa tripolarité, garant de son unité et de sa diversité assumée. Il nous appartient également de maintenir des valeurs minimales telles que le respect de l'institution et de ses membres, le travail, l'engagement responsable.

Je crois important de vivre nos différences comme une richesse, et nos combats pour le développement de nos territoires comme des défis où les débats d'idées doivent l'emporter sur les prétentions à l'hégémonie personnelle.

.../...

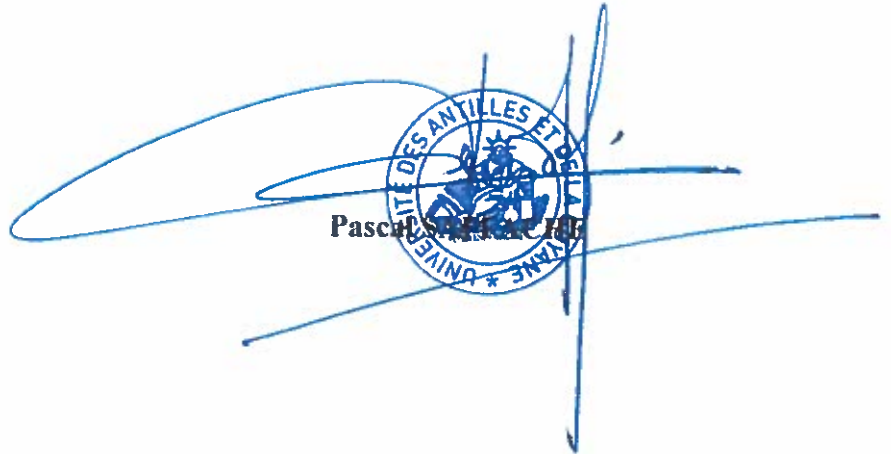
.../...

Indépendamment des clans, des sirènes nationalistes, ou des affinités personnelles, je ne saurais que trop vous recommander instamment, à l'aube d'une prochaine mandature, de faire le choix de la compétence et de l'honnêteté, car (et je suis bien placé pour le savoir) les chantiers à mener sont immenses, les dossiers complexes et les conséquences à venir très lourdes, en cas d'erreur.

C'est pourquoi, en cette fin de mandature et après avoir remercié chacune et chacun d'entre vous pour sa contribution à l'avancée de cet établissement, je me permets, en regard des enjeux qui sont actuellement ceux de notre université et des difficultés qui ont pu être les miennes à la tête de cet établissement, de vous inciter à la plus grande vigilance dans le choix de vos représentants dans les conseils et des candidats à la présidence que vous serez amenés à soutenir.

Bonne année universitaire à chacune et chacun d'entre vous et bon courage à mon successeur.

Bien respectueusement.



Pascal SARRAZIN